



3 oct. 2010

RETRAITES : après le 7 et le 23 septembre, l'immense mobilisation du 2 octobre montre que:

Nous sommes le nombre pour gagner le retrait de la loi Woerth *et commencer à inverser la politique du pouvoir.*

Combien le MEDEF et l'UMP rassembleraient-ils de manifestants pour défendre Eric Woerth? Même un dimanche après-midi.

Le 2 octobre 2010, à nouveau, près de 3 millions de personnes ont défilé dans les rues du pays pour exprimer leur rejet de son projet de casse des retraites. En nombre, dans la plupart des villes, elles étaient plus qu'en 1995 ou en 1968.

Un samedi, des salariés pour lesquels il est encore plus difficile et plus inhabituel de faire grève se sont joints au mouvement. Cette immense mobilisation confirme l'opposition très largement majoritaire à la politique du gouvernement : 3 Français sur 4 soutiennent la lutte.

Nous sommes le nombre. Maintenant, il s'agit de nous faire respecter, de gagner.

Le pouvoir prétend toujours rester inflexible. Il continue à spéculer sur un épuisement du mouvement comme en 2003 contre la loi Fillon au fil des journées d'action espacée. Il espère réduire le débat aux joutes politiciennes qui vont commencer le 5 octobre au Sénat, bien loin du pays réel.

Les organisations syndicales ont appelé à des grèves massives dans tout le pays et toutes les professions le 12 octobre.

Les media s'évertuent à expliquer que faire grève, ça coûte cher au budget du ménage à la fin du mois. C'est vrai, mais laisser passer la politique du pouvoir coûte très cher tous les jours et menace notre avenir.

La loi Woerth : c'est 25 milliards d'euros par an pris dans les poches des salariés, c'est 2 ans de plus à travailler ou à végéter au RSA. Le budget 2011 de le Sécu : c'est des milliards de remboursements en moins, la fermeture de presque tous les services (publics) d'urgences chirurgicales. La privatisation de GDF et d'EDF, c'est l'explosion des factures.

Le gouvernement ne reculera pas si ses commanditaires, les profiteurs de sa politique de casse sociale et économique, ne sont pas touchés : le patronat, les gros actionnaires, les capitalistes. Ils ne comprennent que le langage de la lutte, de la grève.

Appréciant le rapport de force considérable dans le pays pour mettre en échec la loi Woerth, de nombreux syndicats, la CGT chimie, la CGT Cheminots, la CGT finances ... **mettent en débat parmi les salariés la grève reconductible** à partir du 12 octobre. Un tel choix ne se décrète pas mais il se construit.

Ce qui est train de se construire aussi, c'est la convergence des luttes autour de la question des retraites, parce qu'elle concerne tous les salariés, parce que le système solidaire par répartition lie indissociablement la lutte pour la retraite à la lutte pour l'emploi et les salaires.

Des emplois stables et bien rémunérés font des retraites assurées.

Les jeunes, salariés ou étudiants, sont directement con-

cernés. La lutte pour la retraite à 60 ans est liée directement au refus du chômage et de la précarité, pendant 5 ans, 10 ans, en début de carrière.

Les luttes pour l'emploi, pour le maintien des activités, dans l'industrie, dans l'automobile cette semaine à l'occasion du « Mondial », dans les services publics rejoignent la bataille des retraites.

Le gouvernement veut faire croire aux retraités actuels qu'ils sont épargnés. Si la loi Woerth passe, dès décembre, leur CSG va s'envoler au nom de la dépendance.

Tous les salariés sont concernés par le démantèlement de la médecine du travail inscrit dans la loi Woerth.

Le rassemblement des salariés, jeunes, retraités, sur la base d'une colère sociale profonde, va très au-delà des objectifs des organisations politiques de gauche comme le PS. Elles soutiennent l'action, c'est bien. Mais leur accord va très loin avec le gouvernement sur l'allongement de la durée de cotisation et les exonérations de cotisations patronales.

L'objectif, ce n'est pas « l'ouverture de véritables négociations », un « dialogue social de qualité », de « belles bagarres au Sénat » et en fin de compte de mettre en piste untel ou untel pour les présidentielles dans vingt mois.

Non, l'objectif, c'est de gagner tout de suite, de mettre un coup d'arrêt à la politique violemment antisociale du gouvernement.

Le préalable, c'est de gagner le retrait de la loi Woerth.

Pour les retraites, seuls des objectifs clairs seront rassembleurs et efficaces : la défense du droit effectif pour tous à la retraite à 60 ans, sa reconquête en revenant aux 37,5 annuités de cotisations, une véritable prise en compte de la pénibilité... (voir au dos).

Dans cet état d'esprit, communistes, nous appuierons par tous les moyens politiques les actions qui seront décidées à partir du 12 octobre.

Faisons encore monter la pression !

Jusqu'à ce qu'ils lâchent !